



**PAS DE PRISON POUR LES SYNDICALISTES :
TOUS ET TOUTES À PARIS LE 12 JUIN !**



REVOLUTIONNAIRES

35

29 MAI 2025 • 2 € • LE JOURNAL DU NPA-RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES,
COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

**ILS LICENCIENT,
RÉPRIMENT
ET SOUTIENNENT
LE GÉNOCIDE
EN PALESTINE**

Par nos luttes,

**STOPPONS
MACRON ET
LES PATRONS !**

ÉDITORIAL

**Seule la mobilisation
pourra stopper le
soutien des dirigeants
impérialistes à
ce génocide**

Les images de Gaza sont chaque jour plus insoutenables. Les horreurs qu'inflige le régime de Netanyahou à une population civile désarmée relèvent du crime contre l'humanité qui vise à faire disparaître le peuple palestinien. Un « *génocide en direct* », dit Amnesty International, contre lequel nous, travailleurs, nous devons et nous pouvons agir !

LES LARMES DE CROCODILE N'ARRÊTENT PAS LES MASSACRES

Le Canada, la France et la Grande-Bretagne ont publié un communiqué commun pour dénoncer les « *actes honteux du gouvernement Netanyahou* ». Mais 40 % des importations israéliennes viennent d'Europe, dans le cadre d'un accord commercial. Le 20 mai l'Union européenne a annoncé « *vérifier* » si Israël respecte « *toutes les dispositions de l'accord, fondées sur le respect des droits de l'homme* ». Qu'y a-t-il à vérifier, lorsque chaque jour des dizaines d'enfants, de femmes et d'hommes meurent sous les bombes ou de faim à cause du blocus imposé par l'armée israélienne ? Pendant le génocide, le commerce continue, y compris celui des armes. Les États-Unis ont annoncé fin avril la livraison de plus de 3 000 nouvelles bombes à larguer sur Gaza. La France n'est pas en reste, qui livre des composants militaires indispensables aux armements israéliens.

SUITE PAGE 2 >>

NPA
RÉVOLUTIONNAIRES



SITE WEB : npa-revolutionnaires.org

INSTAGRAM | X (TWITTER) : @npa_revo

YOUTUBE : @npa.revolutionnaires

La coupe est pleine dans les écoles de Gennevilliers !



Dix-sept fermetures de classes annoncées pour la rentrée prochaine à Gennevilliers (Hauts-de-Seine), sur les vingt-huit écoles maternelles et élémentaires, qui subissent depuis trois ans une fermeture chaque année, trois postes de remplaçants versés « au pot commun départemental », où la gestion serait meilleure...

Le 13 mai, environ 150 parents et des dizaines d'enseignants se sont réunis à l'appel du collectif parents-enseignants qui existe depuis bientôt un an pour organiser la mobilisation. Ce collectif s'est forgé dans les batailles communes menées ces dernières années pour exiger des moyens supplémentaires pour les écoles, collèges et lycées de la ville. Il est devenu un cadre d'élaboration commune entre parents et enseignants pour impulser l'action.

Une nouvelle journée de grève a eu lieu le 20 mai pour réclamer l'annulation des fermetures, ainsi que le reclassement en éducation prioritaire d'un collège et de toutes les écoles qui y sont rattachées. Cinq écoles étaient fermées et dix autres touchées par la grève. 300 personnes ont manifesté jusqu'à l'inspection de circonscription qui a aussitôt fermé ses grilles pour les empêcher d'entrer !

Cela n'a pas entamé la détermination : d'après les premiers chiffres récoltés le matin, la journée « éducation morte » appelée mardi 27 mai a été une nouvelle réussite avec plus de 70 % des élèves qui ne sont pas allés en cours.

CORRESPONDANTE • 27/05/2025

DANS LE TRANSPORT, LE 5 JUIN SE PRÉPARE SUR LA BASE DES REVENDICATIONS SALARIALES

Depuis bientôt quatre ans, le secteur du transport de voyageurs est marqué par de très nombreuses grèves pour les salaires. Les raisons en sont le long gel imposé aux conducteurs, rendu insupportable par l'inflation récente, mais aussi le contexte de pénurie de personnel qui rend toute grève plus douloureuse pour le patron.

Dans cette situation, l'appel à la mobilisation du 5 juin rencontre un écho particulier. La direction de la CGT en a fait une journée sur le seul thème des retraites, mais devant la multiplication des mouvements locaux pour les salaires (Saint-Malo, Metz, Grasse, Abbeville, Brest et sans doute ailleurs sans qu'on le sache), la fédération CGT des transports ne pouvait pas délier les deux sujets.

Dans la région lyonnaise, les équipes soudées par les dernières luttes se saisissent donc de l'occasion pour se faire entendre. Chez Keolis Porte des Alpes, qui exploite une partie du réseau interurbain en Isère, les négociations obligatoires ont abouti à une augmentation insuffisante de 2 % et à un taux horaire à l'embauche de 13,27 euros. Même si deux syndicats ont signé l'accord, de nombreux collègues ne s'y retrouvent pas. Le comité de grève issu du mouvement de janvier 2023 s'est alors réactivé et, samedi 17 mai, une assemblée générale s'est tenue. Elle a essentiellement réuni les militants de chaque dépôt, fixé une revendication (un taux horaire à 13,60 euros) et s'est donné comme

premier objectif deux jours de grève les 5 et 6 juin prochains, avec piquet et départ en manifestation à Grenoble.

Aux Transports en commun lyonnais (TCL), l'ambiance se réchauffe également. Sur des groupes WhatsApp, des conducteurs discutent revendications (pas de salaire en dessous de 2 000 euros net semble emporter une large adhésion) et organisent des débrayages de trente minutes ou d'une heure. Côté bus, certains de ces débrayeurs se sont retrouvés à une vingtaine devant un dépôt lundi 19 mai. Mais ce mouvement de débrayage se heurte à ses propres limites. Son anti-syndicalisme est un frein sur lequel certains syndicats s'appuient pour justifier leur attentisme et leur timidité. En croyant économiser l'argent des grévistes par des grèves courtes, il économise en réalité les coups portés au patron.

La CGT du mode lourd (tram, métro, funiculaires) a appelé à faire grève le 5 juin, et à se réunir en assemblée générale le matin même. Ce sera l'occasion de décider des revendications, alors que les négociations annuelles démarrent au mode lourd et au bus, quoique selon un calendrier différent, tentative de division patronale oblige. Si des travailleurs des deux secteurs se réunissaient à l'occasion du 5 juin, ce serait un jalon important dans la construction d'un mouvement d'ensemble pour les salaires dans le transport.

CORRESPONDANTS • 27/05/2025

DANS LE 93, DES CENTAINES DE COLLÈGUES MOBILISÉS CONTRE LA RÉPRESSION

La veille des vacances de printemps, cinq enseignants de Seine-Saint-Denis, dont quatre syndicalistes du Snes-FSU, recevaient un courrier les informant de leur « mutation dans l'intérêt du service », une procédure qui permet de muter des fonctionnaires d'office, sans qu'ils aient la moindre possibilité de se défendre. Cette procédure avait déjà été utilisée contre d'autres syndicalistes en 2021 et en 2022.

Le 22 mai, à l'appel de l'intersyndicale départementale SUD-CGT-FSU-CNT, des centaines de collègues grévistes se sont réunis devant les établissements concernés à Noisy-le-Grand et Pantin, puis devant la direction des services départementaux de l'Éducation nationale (DSDEN) à Bobigny l'après-midi.

Le lendemain, le rectorat a annoncé que les postes des collègues mutés d'office étaient gelés pour l'année à venir – ce qui signifie que les collègues ne seront pas remplacés. C'est le signe qu'il hésite face à la mobilisation. L'intersyndicale a appelé à un nouveau rassemblement le 4 juin devant le ministère cette fois, pour obtenir la réintégration immédiate des collègues à leurs postes.

CORRESPONDANT • 27/05/2025

LES PROFS MOBILISÉS CONTRE LA CRIMINALISATION DU SOUTIEN À GAZA

En solidarité avec l'enseignante de Sens (Yonne) suspendue pour avoir organisé une minute de silence pour Gaza, des rassemblements se sont tenus dès le vendredi 23 mai devant des établissements, notamment à Paris, Lyon, Toulon... Plusieurs communiqués et motions ont été votés dans des salles des profs. Mercredi 28 mai, l'intersyndicale nationale de l'éducation a appelé à un rassemblement devant le ministère à 14 heures, avec d'autres rassemblements à Bordeaux, Rouen, Lyon, Clermont-Ferrand, Montpellier... Une grosse journée de mobilisation en soutien à la collègue.

POUR ALLER PLUS LOIN :

Jarny (Meurthe-et-Moselle) : une manifestation réussie contre les fermetures de classes !



Grenoble. Grève de la fonction publique : mobilisation importante des écoles en lutte et répression policière

Des étudiants d'Etsup en lutte contre la fermeture de leur école



Le 15 mai, les étudiants de l'École supérieure de travail social (Etsup, établissement privé) mobilisés contre la fermeture de leur école, ont défilé dans la manifestation du travail social. Cette fermeture a été annoncée dans un contexte national de coupes budgétaires massives dans les services publics

Malgré un manque criant d'assistantes sociales, d'aides-soignants, de médecins, on ferme une école qui forme les futurs travailleurs du secteur, en mettant les salariés et les étudiants sur le carreau. Ces derniers ont donc lancé une mobilisation acharnée, avec l'organisation de nombreuses assemblées générales et de rassemblements, notamment le 12 mai à Arcueil, où il était prévu de reconstruire l'école (avec 2 millions d'euros d'investissement de la région), avant la décision de la fermer complètement.

Face à cette situation, la reprise des activités est envisagée par d'autres centres de formations du travail social, tels que l'IRTS de Montrouge, ou l'Infa. Cependant, certaines filières spécifiques à l'Etsup, comme celles d'éducateur technique spécialisé ou d'assistant familial, risquent de disparaître.

Le 16 mai, la région a reçu une délégation d'étudiants, de formateurs et la direction de l'école pour discuter d'éventuelles solutions. Plutôt que d'envisager des repreneurs privés avec des fonds publics, qu'il s'agisse de fondations ou de Scop, qui seront soumis aux coupes budgétaires, il est temps d'en finir avec les formations privées dans le travail social.

Ce que revendiquent les étudiants est simple : la réouverture de l'école et une continuité pédagogique stable. Cette mobilisation résonne fortement avec celle contre les coupes budgétaires dans les universités. Ce n'est que le début des attaques, il faut continuer la mobilisation..

CORRESPONDANTES • 27/05/2025

Lycées privés : au nom du Père, du fisc et du blé public

Aujourd'hui en France, 2 millions d'élèves (sur les 17 millions scolarisés) fréquentent des établissements privés sous contrat. Parmi ceux-ci, l'enseignement catholique représente 96 %. Cette présence massive de l'enseignement religieux dans le système éducatif français est revenue sur le devant de la scène avec plusieurs scandales... Le lycée-collège Notre-Dame de Bétharram en premier lieu, avec la dénonciation des violences, des sévices physiques et des abus sexuels, entre autres par la fille de François Bayrou.

Les médias et le gouvernement font la chasse aux établissements privés musulmans (comme Averroès), suspectés par lui d'enfreindre laïcité et sacro-saints principes républicains. Ils ne sont sans doute pas plus exempts de dérives que les autres, mais il suffit d'aller au complexe Stanislas, dans le 6^e arrondissement de Paris, pour découvrir que le sexisme, l'homophobie, le harcèlement et la propagande anti-IVG font la loi. Et ce n'est pas la fréquence des contrôles qui va arranger ça : en moyenne, il y en a un tous les 1500 ans pour les établissements catholiques et juifs quand c'est un chaque année pour les 126 établissements musulmans !

FERMER LES YEUX POUR MIEUX REMPLIR LES POCHES

Malgré les scandales, rien ne ralentit la frénésie des subventions. Stanislas a pu bénéficier sur l'année 2022-2023 de 1,3 million d'argent public ; de quoi financer les neuf gymnases et piscines de l'établissement... et générer près de 3 millions « d'excédent d'exploitation », c'est-à-dire de profits. L'éducation, un business comme les autres, gavé d'argent public.

Neuf établissements privés sur dix sont financés à plus de 75 % par l'État. L'Éducation nationale allonge la majorité des subventions (8 milliards d'euros), mais les autres minis-

tères, les collectivités territoriales et administrations publiques ne sont pas en reste, avec respectivement 1 milliard, 2,7 milliards et 1,8 milliard en 2022. De plus, l'école privée peut compter sur des mécènes privés, ordres ecclésiastiques et entreprises, qui financent des projets en faveur de « l'égalité des chances » (entre 2000 et 4000 euros l'année à Stanislas, où on ne peut pas vraiment parler d'une grande mixité sociale). Mais comme ce n'était visiblement pas assez, la loi de finances 2025 exonère les établissements privés de toute taxe d'habitation, après un court rétablissement en 2023. Pas étonnant que le secrétaire général de l'enseignement catholique ait envoyé une lettre aux chefs d'établissement pour leur demander de ne pas oublier de remercier les responsables politiques qui ont soutenu ce projet de loi, en premier lieu François Bayrou. Alors que les établissements publics subissent année après année des coupes budgétaires, l'enseignement privé catho se porte bien, à défaut des conditions d'éducation des élèves – si un élève sur dix ne sait pas lire correctement à la fin du collège, ils n'ont qu'à apprendre à prier !

DARIA SEBBA • 27/05/2025

FICHAGE, FILATURES, MICROS, CAMÉRAS ESPIONS : LA PRÉSIDENTE DE NANTERRE EMPRUNTE DES TECHNIQUES POLICIÈRES CONTRE DES MILITANTES ET MILITANTS

Révoltant. Le journal en ligne StreetPress a démontré – dans l'enquête jointe à cet article – que depuis au moins 2021, la présidence de la fac de Nanterre, dirigée par Madame Rolland-Diamond, organise en toute illégalité l'espionnage de militantes et militants de l'Unef Nanterre : pas question que des étudiants s'organisent !

MADAME ROLLAND-DIAMOND VEUT METTRE FIN À UNE TRADITION MILITANTE, SANS SUCCÈS

Tous les ans, à l'initiative de l'Unef Nanterre, un collectif de Sans-Fac – des étudiantes et étudiants refusés sur les plateformes de sélection – se constitue sur la fac pour obtenir des inscriptions. De 2018 à 2022, ces campagnes et mobilisations, auxquelles participent activement les militants du NPA-Révolutionnaires, ont arraché des centaines d'inscriptions. Depuis 2021, la présidence de Nanterre déploie de gros moyens pour mettre fin à cette mobilisation annuelle. C'est à ce moment que se sont mises en place les pratiques décrites par StreetPress.

Dans les faits, la présidence dépense des millions d'euros en vigiles privés et en dispositifs de surveillance pour défendre par tous les moyens sa politique. Ces pratiques illégales sont mises en œuvre par une direction qui se proclame de gauche et « progressiste », mais qui applique la politique du gouvernement et réprime ceux qui luttent !

SCANDALE À NANTERRE, LOI « CONTRE L'ANTISÉMITISME »... ILS ONT L'AIR D'AVOIR PEUR DES MOBILISATIONS ÉTUDIANTES !

La présidence de Nanterre a développé ces pratiques illégales dans un contexte où se multiplient les attaques contre l'enseignement supérieur et les services publics.

Partout les universités interdisent des réunions publiques, installent des vigiles pour contrôler les cartes et les accès, retirent des locaux associatifs (comme le local du NPA-Jeunes-Révolutionnaires à Nanterre), multiplient les sanctions disciplinaires contre les militants comme à Sciences Po, Nantes et Montpellier. Le Parlement vient d'adopter une loi « contre l'antisémitisme » qui met en place de nouveaux outils pour réprimer le mouvement étudiant et spécifiquement le mouvement de solidarité avec le peuple palestinien. La même logique, orchestrée par le patronat, que celle qui envoie au tribunal des militants comme Anasse Kazib, pour son soutien à la Palestine, ou Gaël Quirante et Yann Le Merrer, pour leur activité syndicale.

Le gouvernement et les présidences d'université ont peur que les étudiants s'organisent pour contester leurs politiques. Une réunion des organisations de jeunesse, à l'initiative du NPA-Jeunes-Révolutionnaires, vient d'appeler à rejoindre la grève du 5 juin et à organiser une nouvelle journée de mobilisation à la rentrée universitaire. Donnons raison aux craintes du gouvernement et de leurs relais ! À la rentrée, reprenons la rue contre les coupes budgétaires et pour un enseignement supérieur gratuit et ouvert à tous et à toutes !

G. HENRI • 27/05/2025

Strasbourg : contre le génocide à Gaza, les lycéens ne se résignent pas !

J eudi 15 mai, les lycéens de trois établissements (Marie Curie, Pontonniers et Fustel de Coulanges) ont organisé des blocages à l'occasion des 77 ans de la Nakba et pour dénoncer le génocide en Palestine.

À 8 heures, au lycée des Pontonniers, les CRS appelés par la proviseure se sont acharnés contre les élèves mobilisés : intimidation, coups, gazage à bout portant et placages au sol, envoyant même un jeune aux urgences. Face à cette brutalité policière – qui s'est poursuivie le lendemain par la garde à vue de 14 heures d'un lycéen – un rassemblement d'une centaine de personnes a eu lieu en solidarité avec les élèves réprimés.

Si récemment certaines diplomaties européennes tentent de se donner bonne conscience en critiquant Israël, les États répriment toujours autant.

La jeunesse mobilisée montre la voie : refusons le silence et la résignation, continuons d'exprimer notre solidarité internationaliste en prenant la rue et en nous organisant sur nos lieux d'études. État d'Israël assassin, États impérialistes complices !

NIKI NOURY & CLARA MONTEL • 27/05/2025



À LIRE ÉGALEMENT



« L'article de StreetPress »

Notre article sur la loi antisémitisme »



SUIVEZ LE NPA JEUNES RÉVOLUTIONNAIRES ET PRENEZ CONTACT !

SITE WEB : npa-jeunes-revolutionnaires.org | FACEBOOK : NPA Jeunes Révolutionnaires | X (TWITTER) | INSTAGRAM : @npajeunes_revo

**NPA
JEUNES**
RÉVOLUTIONNAIRES